



**DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE SOLIDARITÉS**

DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

**DGASDEF26\_01**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU MORBIHAN**

- Vu le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération du conseil départemental du Morbihan du 19 décembre 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses en application de l'article L. 313-8 du code de l'action sociale et des familles, publiée le 24 décembre 2025 ;
- Vu la délibération du conseil départemental du Morbihan du 19 décembre 2025 fixant les crédits budgétaires 2026 de la politique départementale de protection de l'enfance, publiée le 24 décembre 2025 ;
- Vu l'arrêté de tarification signé le 5 novembre 2024 fixant le prix de journée des lieux de vie et d'accueil autorisés par le Président du Conseil départemental ;

Considérant la hausse du salaire minimum interprofessionnel de croissance horaire au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;

Sur proposition de Monsieur le directeur général adjoint solidarités ;

## **ARRÊTE**

Publié en ligne le 20/01/2026

### **Article 1**

L'arrêté du 5 novembre 2024 fixant le tarif journalier des lieux de vie et d'accueils autorisés par le Président du Conseil départemental est abrogé.

### **Article 2**

Le prix de journée des lieux de vie La Louverie à CLÉGUÉREC et Le Vieux chêne à NIVILLAC est fixé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 à **174,29 €**.

### **Article 3**

Le prix de journée est indexé sur la valeur du salaire minimum de croissance en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2026, soit 12,02 euros, ne pouvant être supérieur à 14,5 fois cette valeur.

### **Article 4**

Le directeur général des services départementaux, le directeur général adjoint solidarités, le payeur départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en version dématérialisée sur le site internet du département ([www.morbihan.fr](http://www.morbihan.fr)), en application des dispositions du III de l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles.

### **Article 5**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, sis 6 rue René Viviani, Ile Beaulieu – BP 286 – 44262 NANTES Cedex 02, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Vannes, le 5 janvier 2026

**Le Président du Conseil départemental**

  
**David LAPPARTIENT**